

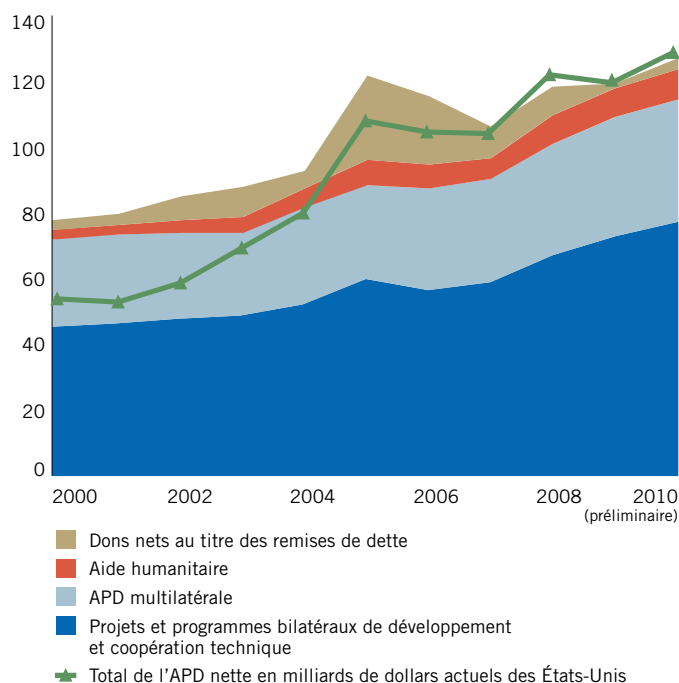
Objectif 8

Mettre en place
un partenariat
mondial pour le
développement



L'aide aux pays en développement est à son plus haut niveau, sans pour autant remplir les promesses faites en 2005

Aide publique au développement (APD) des pays développés, 2000-2010 (milliards de dollars constants des États-Unis de 2009 et dollars actuels des États-Unis)



En 2010, les décaissements nets de l'aide se montaient à 128,7 milliards de dollars, soit 0,32 % du revenu national cumulé des pays développés. C'est le plus gros montant d'aide jamais enregistré, avec une hausse de 6,5 % en termes réels par rapport à 2009.

Si l'on exclut l'allègement de la dette et l'aide humanitaire, l'aide bilatérale a augmenté de 5,9 % en termes réels, car les donateurs ont continué à intensifier leurs principaux projets et programmes de développement. Cet accroissement s'est fait essentiellement sous forme de nouveaux prêts (qui ont augmenté de 13,2 %), bien que les subventions, elles aussi, ont augmenté de 6,8 %.

En 2005, au Sommet du Groupe des Huit (G-8) à Gleneagles ainsi que dans d'autres forums, les donateurs s'étaient engagés à accroître leur aide aux pays en développement. Les engagements pris lors de ces réunions, ajoutés à d'autres, impliquaient de faire passer l'aide de 80 milliards de dollars en 2004 à près de 130 milliards en 2010 (en prix constants de 2004). Mais si l'on compare les résultats de 2010 aux promesses faites en 2005, on constate un manque à gagner de 19 milliards de dollars. Un peu plus d'un milliard peut être attribué au fait que les revenus nationaux bruts ont été plus bas que prévu suite à la crise économique. Le reste, 18 milliards de

dollars, vient de ce que les donateurs n'ont pas rempli leurs engagements. En gros, sous l'effet combiné des augmentations, l'aide s'est accrue de 37 % en termes réels depuis 2004, soit environ 30 milliards de dollars (en dollars de 2004).

Au Sommet de Gleneagles, les donateurs du G-8 avaient aussi prévu que leurs engagements, ajoutés à ceux d'autres donateurs, permettraient d'augmenter de 25 milliards de dollars l'aide publique au développement (APD) à l'Afrique d'ici à 2010. Cette année-là, l'aide bilatérale à l'ensemble du continent a été de 29,3 milliards de dollars, dont 26,5 milliards pour l'Afrique subsaharienne. Ces montants représentent une augmentation de 3,6 % et 6,4 %, respectivement, en termes réels, par rapport à 2009. Selon des estimations préliminaires, l'Afrique ne recevra que 11 milliards de dollars sur les 25 envisagés à Gleneagles, en grande partie à cause des mauvaises performances de certains donateurs européens, qui destinent une large part de leur aide à l'Afrique.

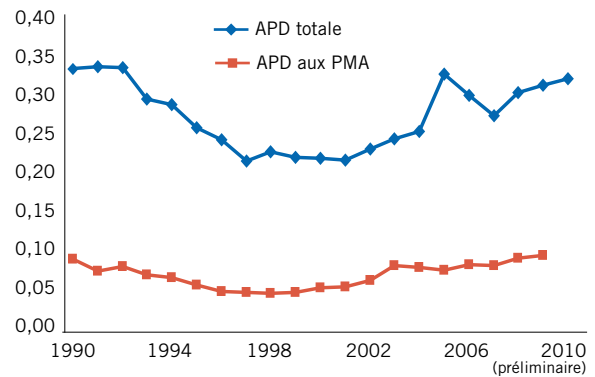


CIBLE

Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement

Perspectives en matière d'APD : attendons-nous à des années plus difficiles

Aide publique au développement nette des pays du CAD/OCDE à tous les pays en développement et aux pays les moins avancés (PMA), en pourcentage du revenu national brut des donateurs, 1990-2010 (pourcentage)



En 2010, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont à nouveau dépassé la cible de 0,7 % du revenu national brut (RNB) fixée par les Nations Unies pour l'APD. Les plus gros donateurs, en termes de volume, ont été les États-Unis, suivis par le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Japon. Les augmentations les plus importantes de 2009 à 2010, en termes réels, sont venues d'Autriche, de Belgique, du Canada, du Japon, du Portugal, de la République de Corée et du Royaume-Uni.

En 2005, les 15 pays de l'Union européenne qui sont membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE) s'étaient engagés à consacrer un minimum de 0,51 % de leur RNB à l'APD avant 2010. Les pays suivants ont dépassé cet objectif : Luxembourg (1,09 %), Suède (0,97 %), Danemark (0,90 %), Pays-Bas (0,81 %), Belgique (0,64 %), Royaume-Uni (0,56 %), Finlande (0,55 %) et Irlande (0,53 %). La France s'en est approchée avec un rapport APD/RNB de 0,50 %, alors que d'autres étaient loin d'y arriver : Espagne (0,43 %), Allemagne (0,38 %), Autriche (0,32 %), Portugal (0,29 %), Grèce (0,17 %) et Italie (0,15 %).

D'autres pays du CAD, comme l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Norvège et la Suisse ont également tenu les promesses faites pour 2010. En 2005, le Japon s'était engagé à fournir 10 milliards de dollars supplémentaires d'aide au cours de la période 2004-2009. Des contraintes économiques importantes lui ont fait manquer cet objectif de quelque 3,6 milliards de dollars. Cependant, en 2010, son APD a nettement augmenté. La Nouvelle-Zélande a l'intention d'atteindre un niveau d'APD de 600 millions de dollars néo-zélandais (472 millions de dollars É.-U.) d'ici à 2012-2013 et semble être sur la bonne voie pour cela. La République de Corée ne faisait pas partie des donateurs du CAD en 2005 et n'avait pas promis d'accroître son aide. Et pourtant, depuis, son programme d'aide a augmenté de 56 % en termes réels.

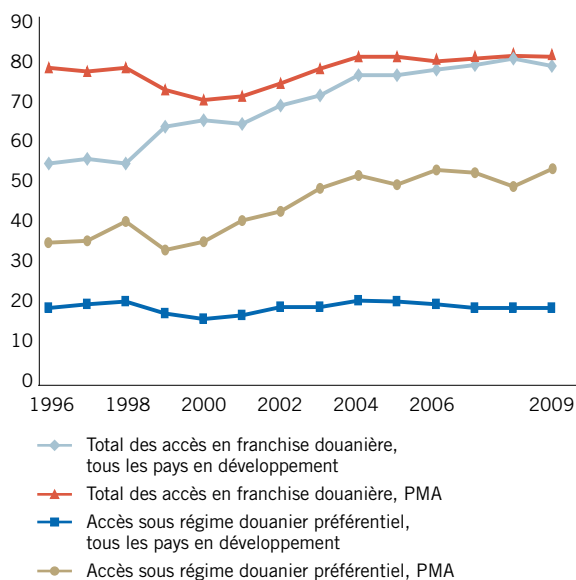
Pour les années à venir, une enquête récente de l'OCDE montre que la plupart des donateurs ont l'intention d'accroître leur aide au cours des trois prochaines années, quoique à une allure nettement réduite. L'aide va augmenter de 2 % par an de 2011 à 2013, contre une moyenne de 8 % par an au cours des trois dernières années. L'aide à l'Afrique devrait augmenter de 1 % à peine en termes réels, contre une moyenne de 13 % au cours des trois dernières années. En 2008-2009, sur un total moyen de 82,1 milliards de dollars d'APD alloués à des secteurs spécifiques, 23,1 milliards étaient destinés à appuyer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'aide se concentre de plus en plus sur les nations les plus pauvres, les pays les moins avancés (PMA) recevant environ un tiers du total des flux d'aide des donateurs.

CIBLE

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire

Le protectionnisme a été évité, en dépit d'une économie préoccupante, et cela grâce à une bonne coopération internationale

Proportion du total des importations des pays développés en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) qui sont admises en franchise douanière, tous les accès en franchise douanière et accès sous régime douanier préférentiel, 1996-2009 (pourcentage)



* L'accès sous régime douanier préférentiel est calculé en soustrayant du total des accès en franchise douanière tous les produits admis au titre du traitement de la nation la plus favorisée.

En dépit des craintes d'un protectionnisme renouvelé au début de la crise économique de 2008, l'excellente gouvernance internationale démontrée lors du Sommet du Groupe des Vingt (G-20) et d'autres initiatives multilatérales ont permis d'éviter un retour à des pratiques commerciales restrictives. L'accès préférentiel aux marchés accordé aux PMA et aux pays en développement n'a que très peu varié par rapport aux cinq années précédentes.

Les marchés des pays développés importent à présent la majorité des exportations en provenance des pays en développement sans payer de droits de douane. Ces dernières années ont vu une légère augmentation du pourcentage d'importations en franchise douanière en provenance des pays en développement autres que

les PMA, les deux groupes convergeant à environ 80 % de leurs exportations.

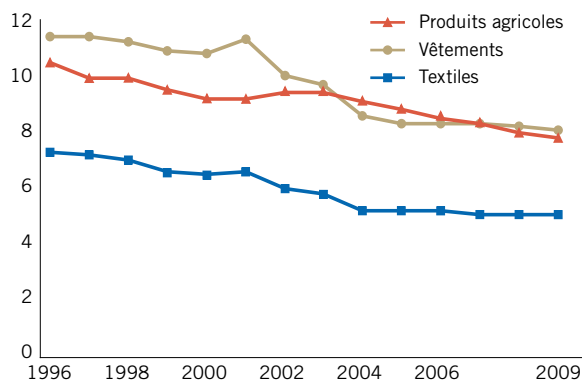
La nature préférentielle de l'accès en franchise douanière accordé aux pays en développement varie considérablement selon qu'il s'agisse ou non de PMA. Grâce à une réduction générale des tarifs douaniers dans les marchés développés, un nombre croissant de produits sont maintenant couramment importés en franchise douanière, au titre du traitement de la nation la plus favorisée (NPF) dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Les produits NPF comprennent non seulement des matériaux bruts mais aussi des produits manufacturés tels que le matériel électronique au titre de l'Accord sur les technologies de l'information. Cela a profité à un grand nombre de pays en développement plus avancés.

En cas d'absence de traitement NPF, seuls 19 % des exportations des pays en développement vers les pays développés ont bénéficié d'un « réel » traitement préférentiel.

D'autre part, un traitement douanier préférentiel réel reste le principal moyen d'accès des PMA aux marchés des pays développés. La proportion des exportations des PMA bénéficiant de ce type de tarifs préférentiels a augmenté au cours des années pour atteindre 53 % en 2009. Tous les pays développés, sauf un, ont accordé un accès libre de droits à leurs marchés à au moins 97 % des produits originaires des PMA. Seule exception : les États-Unis, qui imposent des tarifs douaniers sur les textiles et les vêtements en provenance des PMA asiatiques.

Les tarifs douaniers sur les produits agricoles en provenance des pays en développement ont encore baissé, mais restent inchangés pour les vêtements et le textile

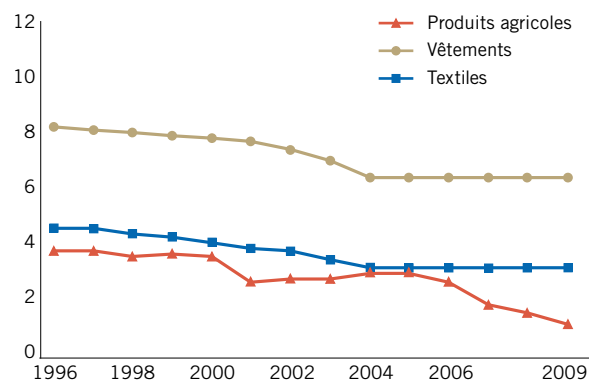
Tarifs douaniers moyens des pays développés sur des produits clés des pays en développement, 1996-2009 (pourcentage)



En 2009, la baisse des tarifs appliqués aux produits agricoles en provenance des pays en développement et des PMA s'est lentement poursuivie, alors qu'ils sont restés inchangés pour le textile et les vêtements. Pendant une période dominée par la crise économique mondiale, aucune initiative tarifaire importante n'a été prise. Pourtant, des modifications spécifiques, comme celles de l'Union européenne pour le riz et le sucre, ont permis certains progrès.

Depuis 2005, la baisse des tarifs préférentiels suit généralement les tendances observées pour le statut de nation la plus favorisée. Suite à cela, les marges préférentielles, à savoir la différence entre le statut de NPF et les meilleurs tarifs douaniers

Tarifs douaniers moyens des pays développés sur des produits clés des pays les moins avancés (PMA), 1996-2009 (pourcentage)



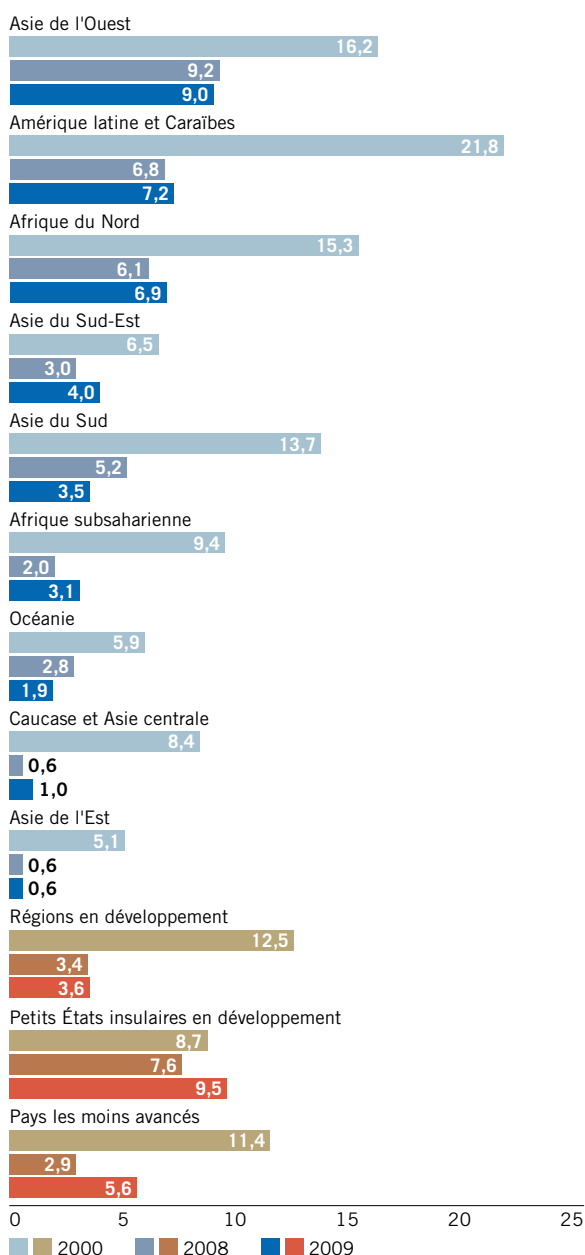
accordés à l'ensemble des pays en développement, n'ont connu que des changements minimes au cours des cinq dernières années. Cependant, grâce au traitement préférentiel qui leur a été accordé, la marge préférentielle des PMA est plus importante que celle des autres pays en développement. Elle diminue, cependant, au fur et à mesure que les droits diminuent dans les économies développées. C'est pourquoi les PMA se tournent dorénavant vers les grandes économies émergentes, où la demande est en hausse et les tarifs NPF restent élevés (environ 10 % pour les matières brutes et 18 % pour les produits manufacturés). D'autres pays en développement absorbent à présent près de la moitié des exportations des PMA.

CIBLE

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement

Une chute brutale des exportations en 2009 a interrompu la tendance à la baisse du coefficient du service de la dette des pays en développement

Versements au service de la dette extérieure en proportion des recettes tirées des exportations, 2000, 2008 et 2009 (pourcentage)



Le poids de la dette extérieure affecte les capacités financières d'un pays et sa résistance aux chocs économiques. Une meilleure gestion de la dette, un commerce en expansion et, surtout dans les pays les plus pauvres, un allègement substantiel de la dette ont réduit ce poids. Entre 2000 et 2008, le ratio moyen service de la dette publique/exportations est passé de 12,5 % à 3,4 % dans les pays en développement. En 2009, suite à la crise économique mondiale, les recettes des exportations des pays en développement ont baissé de 21 %, alors que le service total de la dette publique restait à peu près inchangé par rapport à 2008. Par conséquent, le ratio du service de la dette publique par rapport aux exportations a augmenté dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Asie du Sud, de l'Asie de l'Ouest et de l'Océanie, la moyenne globale augmentant de 3,6 %. L'impact a été d'autant plus fort pour les petits États insulaires en développement et les PMA.

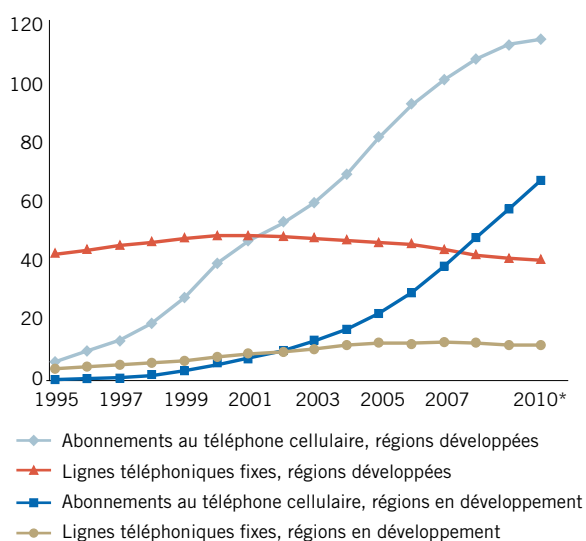
Quarante pays ont droit à un allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Trente-six d'entre eux ont atteint le « point de décision » de ce processus et ont vu leurs futurs versements au titre de la dette réduits de 59 milliards de dollars (en valeur actualisée nette fin 2009); 32 pays qui ont atteint le « point d'achèvement » ont reçu une aide supplémentaire de 30 milliards de dollars (en valeur actualisée nette de la fin 2009). Le poids de la dette des pays compris dans l'initiative PPTE est en dessous de la moyenne pour tous les PMA.

CIBLE

En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous

Le monde est de plus en plus connecté grâce aux communications mobiles à haute vitesse

Nombre de lignes téléphoniques fixes et d'abonnements à des téléphones portables cellulaires pour 100 habitants, monde, 1995-2010



* Les données de 2010 sont des estimations.

Fin 2010, 90 % des habitants de la planète étaient couverts par un signal de téléphonie mobile. On comptait environ 5,3 milliards d'abonnements au téléphone cellulaire, dont près d'un milliard à des services 3G (troisième génération), et plus de deux milliards de personnes dans le monde utilisaient Internet, dont beaucoup avaient accès à la large bande.

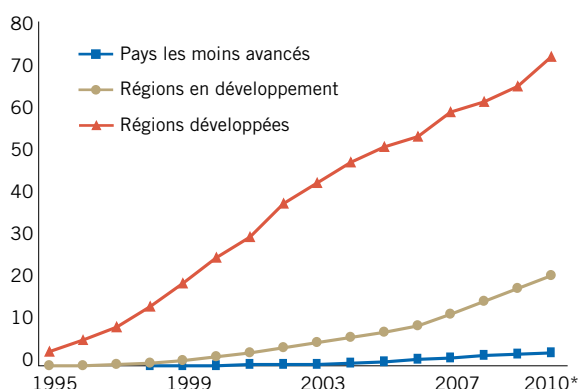
La demande croissante de services d'information et de communication, ajoutée aux avancées technologiques, une infrastructure grandissante et une baisse des prix permettent à davantage de monde de rejoindre la société de l'information sur toute la planète. Fin 2010, les niveaux de pénétration de la téléphonie mobile avaient atteint quelque 76 % et près d'une personne sur trois était en ligne.

Beaucoup de pays développés arrivent à un niveau de saturation pour les abonnements au téléphone portable, avec une pénétration moyenne de 116 %. La croissance de la téléphonie mobile reste forte dans le monde en développement, où sa pénétration avait atteint 68 % fin 2010. Les réseaux cellulaires offrent des possibilités de communication alternative à des régions qui étaient jusque-là sans connexion. Ainsi, dans les PMA, la pénétration de la téléphonie mobile est d'environ 30 %, contre 1 % pour les lignes de téléphone fixes.

Les communications mobiles permettent non seulement de connecter des populations rurales ou reculées à des services vocaux de base, elles offrent aussi des applications novatrices, par exemple dans les domaines du commerce, de la santé et de l'éducation, ce qui peut contribuer à la réalisation des OMD.

Deux tiers de la population mondiale n'ont pas encore accès à Internet

Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants, 1995-2010

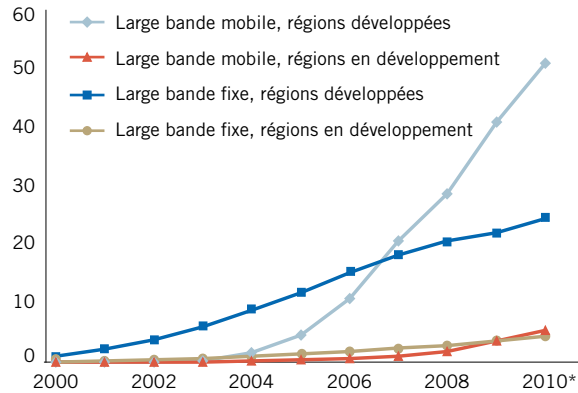


* Les données de 2010 sont des estimations.

Le nombre d'utilisateurs d'Internet continue de croître. Mais les niveaux de pénétration restent relativement peu élevés dans le monde en développement : 21 % fin 2010, contre 72 % dans les régions développées. Au plan mondial, deux personnes sur trois n'utilisent pas Internet. Et dans les PMA, la pénétration d'Internet atteignait à peine 3 % fin 2010. En chiffres absolus, le monde en développement a dépassé les régions développées, avec 60 % d'utilisateurs en 2010 contre 40 % en 2005.

Des applications prometteuses sont en cours d'élaboration pour des connexions Internet à grande vitesse plus largement disponibles à présent

Abonnements à large bande fixe pour 100 habitants et abonnements à large bande mobile pour 100 habitants, 2000-2010



* Les données de 2010 sont des estimations.

Certains des applications et services les plus prometteurs dans le domaine de l'information et des communications pour le développement passent par

des réseaux haut débit à large bande. Un nombre croissant de pays se prépare à introduire la large bande, afin de permettre à davantage de gens de se mettre en ligne, mais des différences majeures persistent en ce qui concerne l'accès à large bande.

Fin 2010, la pénétration de la large bande fixe était de 24,6 % en moyenne dans les régions développées, contre seulement 4,4 % dans le monde en développement, où les abonnements se concentrent dans un petit nombre de pays. Dans la majorité des PMA, le nombre d'abonnements fixes à large bande reste très peu élevé et les services sont hors de prix.

La large bande mobile est en passe de devenir une réelle alternative à la large bande fixe. En 2010, 143 pays offraient des services commerciaux dans ce domaine, contre moins de 50 en 2005. La demande devrait augmenter rapidement au cours des prochaines années, surtout dans le monde en développement et dans des régions comme l'Afrique, où les infrastructures permettant aux usagers de se connecter à une ligne fixe sont rares.

Deux tiers des abonnements à large bande mobile se trouvent toujours dans les régions développées où, en 2010, les niveaux de pénétration dépassaient la barre de 50 %.